

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3356

16 décembre 2015

SOMMAIRE

AbbVie (Gibraltar) Holdings Limited Luxembourg S.C.S.	161084	ITW Participations S.à r.l.	161077
Aberdeen Norden/Baltikum S.à r.l.	161081	Junia S.A.	161042
Acanthus Princeps	161068	[M]development	161085
Acier Luxembourg	161083	Moxfleisch Finanz Beteiligungs Gesellschaft AG	161044
Alison Café S. à r.l.	161085	Otters S.A.	161085
Altavista Global Holdings S.à r.l.	161088	PO Participations S.A.	161087
Arca Luxembourg S.à r.l.	161064	Pure Sicav-Sif S.A.	161048
Arendt Regulatory & Consulting S.A.	161088	Sensecapture S.à r.l.	161073
Best Emerging Markets Concept	161042	Sovimo	161076
Best Global Bond Concept	161042	Spoletto S.A.	161077
Best Special Bond Concept	161042	Sprint-Lux S.à r.l.	161074
Catherine Dauphin Productions S.à r.l.	161061	Syspar	161077
Chopin International S.à.r.l.	161065	Technique & Régulation Développement Lu- xembourg S.à r.l.	161088
D.I.V.A., Consulting S.A.	161044	Transat S.A.	161073
eida s.a	161073	Vatico S.à r.l.	161088
Europe Shipping A.G.	161072		
Ingepro Joseph S.à r.l.	161081		

Best Emerging Markets Concept, Fonds Commun de Placement.

Die konsolidierte Fassung des Verwaltungsreglements in Bezug auf den Anlagefonds BEST EMERGING MARKETS CONCEPT zum 18. Dezember 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Feri Trust (Luxembourg) S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2015199324/10.

(150223778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

Best Special Bond Concept, Fonds Commun de Placement.

Die konsolidierte Fassung des Verwaltungsreglements in Bezug auf den Anlagefonds BEST SPECIAL BOND CONCEPT zum 18. Dezember 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Feri Trust (Luxembourg) S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2015199325/10.

(150223779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

Best Global Bond Concept, Fonds Commun de Placement.

Die konsolidierte Fassung des Verwaltungsreglements in Bezug auf den Anlagefonds BEST GLOBAL BOND CONCEPT zum 18. Dezember 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Feri Trust (Luxembourg) S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2015199327/10.

(150223781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

Junia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 65.619.

L'an deux mille quinze, le deuxième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'“Assemblée”) de “JUNIA S.A.”, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B 65619, (la “Société”), constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, le 30 juillet 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 746 du 15 octobre 1998;

et que les statuts (les “Statuts”) ont été modifiés, en date du 20 décembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 603 du 18 avril 2002, contenant notamment l'adoption par la Société du capital social actuel en euros.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Patrick MEUNIER, conseil économique, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

Le Président désigne comme secrétaire et l'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Anna SCHMITT, juriste, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation volontaire;

2. Décharge accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs;

3. Nomination de Monsieur Patrick MEUNIER, conseil économique, né à Paris (France), le 9 mai 1960, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal, en tant que liquidateur en vue de la liquidation volontaire de la Société (le "Liquidateur");

4. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et détermination de la procédure de mise en liquidation de la Société;

5. Nomination de "COMPTANUEL S.à r.l.", une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-5891 Fentange, 18, rue Pierre Weydert, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 177634, en tant que commissaire à la liquidation (le "Commissaire à la Liquidation"), chargé de l'établissement des comptes de clôture et du rapport du commissaire à la liquidation;

6. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant et restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide avec effet immédiat de procéder à la dissolution de la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'accorder décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs jusqu'à la date des présentes.

L'Assemblée décide de reconnaître, approuver, ratifier et reprendre au compte de la Société tous les actes pris par les administrateurs de la Société pour la période débutant à la date de constitution de la Société et se terminant à ce jour et de renoncer à son droit d'exercer tout recours à l'encontre des administrateurs résultant de leur gestion de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Patrick MEUNIER, conseil économique, né à Paris (France), le 9 mai 1960, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal, en tant que liquidateur (le "Liquidateur") de la Société.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi").

L'Assemblée décide également d'instruire le Liquidateur, dans la limite de ses capacités et selon les circonstances, afin qu'il réalise l'ensemble des actifs et solde les dettes de la Société.

L'Assemblée décide que le Liquidateur sera autorisé à signer tous actes et effectuer toutes opérations au nom de la Société, y compris les actes et opérations stipulés dans l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer ses pouvoirs pour des opérations spécifiques ou d'autres tâches à une ou plusieurs personnes ou entités, tout en conservant seul la responsabilité des opérations et tâches ainsi déléguées.

L'Assemblée décide également de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur, pour le compte de la Société en liquidation, afin qu'il exécute, délivre, et effectue toutes obligations relatives à tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et à la liquidation de ses actifs.

L'Assemblée décide en outre de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur afin d'effectuer, à sa discrétion, tous versements d'avances en numéraire ou en nature des boni de liquidation aux actionnaires de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de nommer "COMPTANUEL S.à r.l.", une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-5891 Fentange, 18, rue Pierre Weydert,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 177634, en tant que commissaire à la liquidation (le “Commissaire à la Liquidation”), chargé de l'établissement des comptes de clôture et du rapport du commissaire à la liquidation.

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, le Président a ajourné l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à neuf cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. MEUNIER, A. SCHMITT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 4 décembre 2015. 2LAC/2015/27755. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 10 décembre 2015.

Référence de publication: 2015200208/96.

(150224962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2015.

Moxfleisch Finanz Beteiligungs Gesellschaft AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 65.418.

D.I.V.A., Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 5, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 128.483.

L'an deux mille quinze, le dixième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

A COMPARU:

Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue,

agissant en qualité de mandataire (le “Mandataire”) au nom et pour compte:

I. de l'administrateur unique de la société anonyme “MOXFLEISCH FINANZ BETEILIGUNGS GESELLSCHAFT AG”, en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par une résolution prise par l'administrateur unique dans sa décision du 9 décembre 2015; et

II. de l'administrateur unique de la société anonyme “D.I.V.A., CONSULTING S.A.”, en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par une résolution prise par l'administrateur unique dans sa décision du 9 décembre 2015;

(chacun l’“Administrateur Unique” et ensemble les “Administrateurs Uniques”).

Les procès-verbaux des Administrateurs Uniques, après avoir été signés “ne varietur” par le Mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être formalisés avec lui.

Le Mandataire, ès-qualités qu'il agit, demande au notaire d'acter le projet commun de fusion que les Administrateurs Uniques de “MOXFLEISCH FINANZ BETEILIGUNGS GESELLSCHAFT AG” (ci-après encore dénommée la “Société Absorbante”) et de “D.I.V.A., CONSULTING S.A.” (ci-après encore dénommée la “Société Absorbée”) ont arrêté et approuvé comme suit:

ATTENDU QUE

- Dans le but de rationaliser la structure du groupe, d'assouplir la chaîne sociétaire de contrôle et de réduire les frais de gestion du groupe sociétaire, il est prévu de donner lieu à une fusion par absorption de la société “D.I.V.A., CONSULTING S.A.” par la société “MOXFLEISCH FINANZ BETEILIGUNGS GESELLSCHAFT AG” conformément aux articles 257 et suivants de la loi Luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la “Loi LSC”).

- En application de l'article 266 de la Loi LSC, il est prévu un rapport d'experts dans le but de s'exprimer sur le bien-fondé et la pertinence de l'opération de fusion, sauf renonciation de la part des actionnaires et/ou des porteurs d'autres titres conférant droit de vote des deux sociétés qui participent à la fusion, tel que prévu à l'article 266 (5) de la Loi LSC.

- A la date de rédaction du présent projet de fusion, les actionnaires des deux sociétés qui participent à la fusion ont déclaré renoncer au rapport d'experts susmentionné.

- La Société Absorbée n'a pas de travailleurs salariés.

CECI DIT

Conformément aux dispositions prévues par les articles 261 et suivants de la Loi LSC, les Administrateurs uniques des sociétés participant à la fusion (encore appelées les “Sociétés Fusionnantes”) ont rédigé le projet de fusion suivant:

PROJET DE FUSION

SOCIÉTÉS PARTICIPANT À LA FUSION

Société Absorbante:

Dénomination: “MOXFLEISCH FINANZ BETEILIGUNGS GESELLSCHAFT AG”

Type: société anonyme

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie

Capital social: EUR 234.000,-

R.C.S. Luxembourg B 65418

Société Absorbée:

Dénomination: “D.I.V.A., CONSULTING S.A.”

Type: société anonyme

Siège social: L-1537 Luxembourg, 5, rue des Foyers

Capital social: EUR 100.000,-

R.C.S. Luxembourg B 128483

Rapport d'échange - Modalité d'attribution des actions

Conformément aux articles 257 et suivants de la Loi LSC, la société “D.I.V.A., CONSULTING S.A.”, une société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1537 Luxembourg, 5, rue des Foyers, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 128483, fera, tant que Société Absorbée, apport de tous ses actifs et passifs à la société “MOXFLEISCH FINANZ BETEILIGUNGS GESELLSCHAFT AG”, une société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 65418, en tant que Société Absorbante.

Le rapport d'échange a été établi sur base de la valeur nette comptable des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2015 de “MOXFLEISCH FINANZ BETEILIGUNGS GESELLSCHAFT AG” et de la situation intérimaire au 30 septembre 2015 de “D.I.V.A., CONSULTING S.A.” comme suit:

“MOXFLEISCH FINANZ BETEILIGUNGS GESELLSCHAFT AG”

(Société Absorbante)

ACTIF	EUR
C. Actif immobilisé	
III. Immobilisations financières	
1 Parts dans des entreprises liées	1.756.285,98
2. Créances sur des entreprises liées	2.323.484,07
6. Prêts et créances immobilisées	400,00
	<u>4.080.170,05</u>
Total actif immobilisé	4.080.170,05
D. Actif circulant	
II. Créances	
2 Créances sur des entreprises liées	
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	1.845.947,72
4. Autres créances	
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	6.420,00
	<u>1.852.367,72</u>
IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse	2.458.631,15
Total actif circulant	4.310.998,87
E. Comptes de régularisation	8.824,00
TOTAL DE L'ACTIF	<u>8.399.992,92</u>
PASSIF	EUR
A. Capitaux propres	
I. Capital souscrit	234.000
IV. Réserves	
1 Réserve légale	23.400

4 Autres réserves	15.287,50
V. Résultats reportés	3.630.595,24
VI. Résultat de l'exercice	-68.232,64
Total capitaux propres	<u>3.835.050,10</u>
C. Provisions	
2 Provisions pour impôts	17.150,00
Total provisions pour risques et charges	<u>17.150,00</u>
D. Dettes non subordonnées	
4 Dettes sur achats et prestations de services	
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	552,00
9 Autres dettes	
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	<u>4.547.240,82</u>
Total dettes	<u>4.547.792,82</u>
E. Comptes de régularisation	0,00
TOTAL DU PASSIF	<u>8.399.992,92</u>
ACTIF NET	3.835.050,10
NOMBRE D' ACTIONS EMISES	9.360
VALEUR PAR ACTION	<u>409,72 EUR</u>

“D.I.V.A., CONSULTING S.A.”

(Société Absorbée)

ACTIF	EUR
C. Actif immobilisé	5.415.359,48
II. Immobilisations corporelles	1.696,23
3. Autres installations, outillage et mobilier	1.696,23
III. Immobilisations financières	5.413.663,25
1 Parts dans des entreprises liées	234.000,00
2. Créances sur des entreprises liées	4.547.240,82
6. Prêts et créances immobilisées	632.422,43
D. Actif circulant	1.088.815,90
II. Créances	40.180,60
1 Créances résultant de ventes et prestations de services	23.450,00
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	23.450,00
4. Autres créances	16.730,60
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	16.730,60
IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse	1.048.635,30
E. Comptes de régularisation	<u>1.305,93</u>
TOTAL DE L'ACTIF	<u>6.505.481,31</u>
PASSIF	
A. Capitaux propres	714.738,87
I. Capital souscrit	100.000,00
IV. Réserves	10.000,00
1 Réserve légale	10.000,00
V. Résultats reportés	554.174,35
VI. Résultat de l'exercice	50.564,52
D. Dettes non subordonnées	5.785.332,44
1. Emprunts obligataires	4.788.255,56
b) Emprunts non convertibles	4.788.255,56
i) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	88.255,56
ii) dont la durée résiduelle est supérieur à un an	4.700.000,00
4. Dettes sur achats et prestations de services	5.950,50
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	5.950,50
8. Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale	7.241,00
a) dettes fiscales	7.241,00
9. Autres dettes	983.885,38

a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	983.885,38
TOTAL DU PASSIF	6.505.481,31
ACTIF NET	714.738,87
NOMBRE D'ACTIONNEMENTS EMISES	1.000
VALEUR PAR ACTION	714,73 EUR

Sur base de la valeur nette comptable de la Société Absorbante et de la Société Absorbée le rapport d'échange est le suivant:

$$409,72/714,73 = 0,57$$

ce qui implique l'attribution aux actionnaires de la Société Absorbée de cent soixante-quinze (175) actions nouvelles de la Société Absorbante pour cent (100) actions de la Société Absorbée. Aucune difficulté particulière n'a été rencontrée dans la détermination de la valeur nette comptable des sociétés et du rapport d'échange.

En échange de cet apport, la Société Absorbante augmentera son capital, qui est à l'heure actuelle de deux cent trente-quatre mille euros (EUR 234.000,-), représenté par neuf mille trois cent soixante (9.360) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-). Le rapport d'échange a été fixé à cent soixante-quinze (175) actions nouvelles de la Société Absorbante pour cent (100) actions de la Société Absorbée. Les actions nouvelles auront les mêmes droits et avantages que les actions existantes et seront attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée au prorata des actions qu'ils détiennent.

Il résulte du rapport d'échange ci-dessus arrêté que les actionnaires de la Société Absorbée devront recevoir, en échange des mille (1.000) actions composant le capital social de la Société Absorbée, mille sept cent cinquante (1.750) actions nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune à créer par cette dernière à titre d'augmentation de capital, qui sera répartie entre les actionnaires de la Société Absorbée proportionnellement aux actions qu'ils détenaient.

Sur base de ce qui précède, l'augmentation de capital qui bénéficiera aux actionnaires de la Société Absorbée s'élèvera donc à quarante-trois mille sept cent cinquante euros (43.750,- EUR) et correspondra à la création de mille sept cent cinquante (1.750) actions nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,-EUR) chacune, lesquelles seront attribuées dans les proportions sus-indiquées.

Les mille sept cent cinquante (1.750) actions émises auront les mêmes droits et avantages que les neuf mille trois cent soixante (9.360) actions existantes et seront attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée au prorata des actions qu'ils détiennent.

Cependant, la Société Absorbée étant propriétaire de neuf mille trois cent soixante (9.360) actions de la Société Absorbante, la Société Absorbante, suite et par effet de l'opération de fusion, détiendra neuf mille trois cent soixante (9.360) actions propres représentant quatre-vingt-quatre pour cent (84%) de son propre capital social.

Conformément aux dispositions de l'article 49-3 de la Loi LSC, il sera procédé, lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante qui sera appelée à statuer sur l'opération de fusion à une réduction du capital de la Société Absorbante d'un montant de deux cent trente-quatre mille euros (234.000,- EUR) et à l'annulation des neuf mille trois cent soixante (9.360) actions propres.

Effet de la fusion et imputation des opérations dans le bilan de la société absorbante

Tous les actifs et tous les passifs de la Société Absorbée seront considérés d'un point de vue comptable comme transférés à la Société Absorbante avec effet un mois après la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du présent projet de fusion et tous les bénéfices faits et toutes les pertes encourues par la Société Absorbée après cette date seront réputés du point de vue comptable, comme faits et encourues au nom et pour compte de la Société Absorbante.

Traitement éventuellement réservé à des catégories particulières d'actionnaires

Il n'y a pas de catégories d'actionnaires ayant un traitement particulier ou privilégié ni dans la Société Absorbante ni dans la Société Absorbée.

Avantages particuliers en faveur des administrateurs.

Il n'y a pas de bénéfices ou d'avantages particuliers prévus en faveur des administrateurs des sociétés participant à la fusion.

Avantages particuliers en faveur des membres des organes de contrôle

Il n'y a pas de bénéfices ou d'avantages particuliers prévus en faveur des membres des organes de contrôle des sociétés participant à la fusion.

Avantages particuliers en faveur des experts

Dans la mesure où il n'est pas nécessaire, aux fins de la fusion en objet, d'établir le rapport des experts visé à l'article 266 de la Loi LSC, il n'y a pas d'avantages proposés en faveur d'experts.

Approbation de la fusion

Les assemblées générales extraordinaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante, qui auront à approuver le projet de fusion, auront lieu immédiatement après l'expiration du délai d'un mois à partir de la publication du présent projet.

161048

Attestation

La notaire soussignée déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi LSC.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Redange-sur-Attert, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire, ès-qualités qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Ch. DOSTERT - D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch-Actes Civils, le 10 décembre 2015. Relation: DAC/2015/21016. Reçu: 12,- €.

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Redange-sur-Attert, le 10 décembre 2015.

Référence de publication: 2015200293/212.

(150224514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2015.

Pure Sicav-Sif S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 202.089.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the third of December.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

PURE CAPITAL S.A., having its registered office in L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon, Here represented by Annick Braquet, with professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents,

By virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the Notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in her capacity stated hereabove, has required the officiating Notary to state as follows the articles of incorporation (the Articles of Incorporation) of a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF), which is hereby incorporated:

“ **Art. 1.** There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of "PURE SICAV-SIF S.A." (the "Company").

Art. 2. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 3. The purpose of the Company is to invest, within the limits described in the Issuing Document of the Company, the funds available to it in units or shares of other open-ended and closed-ended undertakings for collective investment («UCI») as well as in other assets and financial instruments authorized by law with the aim of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets. The Company is subject to the provisions of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds (the "Law") as modified by the Law dated July 12th, 2013 relating to alternative investment fund managers, and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the municipality of Koerich, in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board").

If and to the extent permitted by law, the Board may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article twenty-three hereof.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by the Law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law.

At incorporation, the initial capital of the Company is EUR 31,000,- represented by 310 shares without a par value.

The Board is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares at any time in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board and disclosed in the sales documents, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

Unless otherwise decided by the Board in accordance with and disclosed in the sales documents, the issue price shall be based on the net asset value (the "Net Asset Value") per share as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof plus a sales charge, if any, as the sales documents may provide.

Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law (the "Eligible Investors" or individually an "Eligible Investor").

The Board may delegate to any duly authorised director of the Company (the "Director(s)") or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

The Board may, at its discretion, refuse any application to subscribe shares in whole or in part. The Board may delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the Directors of the Company, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Shares may, as the Board shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article three hereof in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, or with such other specific features as the Board shall from time to time determine in respect of each class of shares.

Within each such class of shares (having a specific investment policy), further subclasses having specific sale, redemption or distribution charges (a "sales charge system") and specific income distribution policies or any other features may be created as the Board may from time to time determine and as disclosed in the sales documents. For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to "class of shares" shall also mean a reference to "sub-class of shares" unless the context otherwise requires.

The different classes of shares may be denominated in different currencies to be determined by the Board provided that for the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the classes.

The general meeting of holders of shares of a class, deciding with simple majority of the votes cast, may consolidate or split the shares of such class. The general meeting of holders of shares of a class, deciding in accordance with the quorum and majority requirements referred to in Article thirty of these Articles, may reduce the capital of the Company by cancellation of the shares of such class and refund to the holders of shares of such class the full Net Asset Value of the shares of such class as at the date of distribution.

The general meeting of holders of shares of a class or several classes may also decide to allocate the assets of such class or classes of shares to those of another existing class of shares and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders or the allocation, if so resolved, of rights to fractional entitlements pursuant to Article six of the Articles). Such a class meeting may also resolve to contribute the assets and liabilities attributable to such class or classes to another Luxembourg undertaking for collective investment, against issue of shares of such other undertaking for collective investment to be distributed to the holders of shares of the class or classes concerned. Such a class meeting may also resolve to reorganise one class of shares by means of a division into two or more classes in the Company or in another Luxembourg undertaking for collective investment.

Such decision will be published by the Company and such publication will contain information in relation to the new class or the relevant undertaking for collective investment.

Such publication will be made one month before the date on which such merger shall become effective in order to enable holders of such shares to request redemption thereof, free of charge, before the implementation of any such transaction. There shall be no quorum requirements for the class meeting deciding upon a consolidation of several classes of shares within the Company and any resolution on this subject may be taken by simple majority of the votes cast. Resolutions to be passed by any such class meeting with respect to a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any class or classes to another Luxembourg undertaking for collective investment shall not be subject to any quorum requirements and any resolution on this subject may be taken by simple majority of the votes cast, except when a merger is to be

implemented with a foreign based undertaking for collective investment, resolutions to be validly taken shall require the unanimous consent of the holders of all the shares of the class or classes concerned then outstanding. In case of a contribution to a mutual investment fund (fonds commun de placement), such a contribution will only be binding on shareholders of the relevant class or classes having expressly agreed to the contribution.

The Board may, subject to regulatory approval, decide to proceed with the compulsory redemption of a class of shares, its liquidation or its contribution into another class of shares, if the Net Asset Value of the shares of such class falls below the amount as disclosed in the sales documents, or such other amount as may be determined by the Board in the light of the economic or political situation relating to the class concerned, or if any economic or political situation would constitute a compelling reason for such redemption, or if required by the interests of the shareholders of the relevant class.

The decision of the compulsory redemption, liquidation or the contribution to another class of shares will be published by the Company one month prior to the effective date of the redemption, and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, such redemption or contribution and, in this latter case, will contain information on the new class of shares. Unless the Board otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares subject to the charges as provided for in the sales documents of the Company.

The Board may also, under the same circumstances as provided above and subject to regulatory approval, decide to close down one class of shares by contribution into another collective investment undertaking. Such decision will be published in the same manner as described above and the publication will contain information in relation to the other collective investment undertaking. In case of contribution to another collective investment undertaking of the mutual fund type, the merger will be binding only on shareholders of the relevant class who will expressly agree to the merger.

In the event that the Board determines that it is required by the interests of the shareholders of the relevant class or that a change in the economical or political situation relating to the class concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one class of shares, by means of a division into two or more classes in the Company or in another collective investment undertaking, may be decided by the Board. Such decision will be published in the same manner as described above and the publication will contain information in relation to the two or more new classes. Such publication will be made one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving division into two or more classes becomes effective.

Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the class will be deposited with the depositary of the Company for a period of six months after the close of liquidation. After such time, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries.

Art. 6. The Board may decide to issue shares in registered form only. The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders (the "Register of Shareholders"), as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he might properly have to request a change in the registration of his shares.

The Company shall decide whether share certificates shall be delivered to the shareholders and under which conditions or whether the shareholders shall receive a written confirmation of their shareholding. Share certificates, if applicable, shall be signed by two Directors and an official duly authorised by the Board for such purpose. Signatures of the Directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised official shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription. The Board is authorised to determine the conditions of any such issue and to make any such issue, subject to payment at the time of issue of the shares. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or, subject as aforesaid, a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, by bank transfer or by cheque mailed at their mandated addresses in the Register of Shareholders or to such other address as given to the Board in writing.

A dividend declared but not claimed on a share within a period of five years from the payment notice given thereof, cannot thereafter be claimed by the holder of such share and shall be forfeited and revert to the Company. No interest will be paid or dividends declared pending their collection.

All issued shares of the Company shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and class of shares held by him. Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such customary fee as shall have been approved by the Board for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

Shares, when fully paid, shall be free from any lien in favor of the Company.

Transfer of shares shall be effected by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such shares, to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company. Transfers of shares are conditional upon the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only. In the event that such shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend or other distributions.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Art. 8. The Board shall have power to impose such restrictions (other than any restrictions on transfer of shares) as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. person", as defined hereafter.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registry would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company,

b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company and

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called "the redemption price") shall be an amount equal to the per share Net Asset Value of shares in the Company of the relevant class, determined in accordance with Article twenty-three hereof less any service charge (if any);

3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such

price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act. The Board shall define the word "U.S. person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the sales documents of the Company.

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the first Thursday of the month of April of each year at 11 a.m. CET.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders or of holders of shares of any specific class may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the Net Asset Value per share within the class, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by telefax or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board pursuant to notice setting forth the agenda sent at least 8 days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

If, however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 13. The Company shall be managed by a board composed of not less than three members; members of the Board need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 14. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It shall also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telefax or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing, telefax or by any electronic means capable of evidencing such appointment, another Director as his proxy. Any Director may attend a meeting of the Board using teleconference or videoconference means provided in such latter event, his vote is confirmed in writing. Directors may also cast their vote in writing or by telefax message or any other electronic means capable of evidencing such vote.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors are present or represented by another Director as proxy at a meeting of the Board. Decision shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the Directors or by telefax message or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The Board from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operations and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors of the Company.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Company or any subsidiary or affiliate thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion, unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

Art. 18. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be provided

only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature(s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the Board.

Art. 20. The Company shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the Law. The auditor shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form, subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

The redemption price shall be paid normally within ten bank business days after the relevant Valuation Day and, unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof less a redemption charge, if any, as the sales documents may provide, such price being rounded upwards and downwards respectively to the number of decimals as shall be determined from time to time by the Board and as disclosed in the sales documents. Under no circumstances such payment shall be made later than thirty calendar days after the relevant Valuation Day. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the sales documents.

If applications for the redemption of more than 10 per cent of the total number of shares outstanding of the same class are received in respect of any Valuation Day or any other percentage being fixed from time to time by the Board and disclosed in the sales documents, the Board may decide to defer redemption requests so that the 10 per cent limit is not exceeded. Any redemption requests in respect of the relevant Valuation Day so reduced will be given priority over subsequent redemption requests received for the succeeding Valuation Day, subject always to the 10 per cent limit. The above limitations will be applied pro rata to all shareholders who have requested redemptions to be effected on or as at such Valuation Day so that the proportion redeemed of each holding so requested is the same for all such shareholders.

The Board may extend the period for payment of redemption proceeds in exceptional circumstances to such period as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company are invested or in exceptional circumstances where the liquidity of the Company is not sufficient to meet the redemption requests. The Board may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific class or classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the sales documents relating to the sale of such shares.

The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

With the consent of the shareholder(s) concerned, the Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents.

Such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article twenty-two hereof or if the Directors, at their discretion, taking due account of the principle of equal treatment between shareholders and the interest of the relevant class, decide otherwise. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant class, provided that the Board may impose such restrictions between classes of shares as disclosed in the sales documents as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions

subject to payment of a charge as specified in the sales documents. Any request for conversion shall be irrevocable except in the event of suspension of the determination of the Net Asset Value pursuant to Article twenty-two hereof.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

No redemption or conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the Board, be for an amount of less than that of the minimum holding amount as determined from time to time by the Board.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

Notwithstanding the foregoing, if in exceptional circumstances the liquidity of the Company is not sufficient to enable payment of redemption proceeds or conversions to be made within a ten bank business day period, such payment (without interest), or conversion, will be made as soon as reasonably practicable thereafter.

The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be published in the sales documents of the Company.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Shares of a class having a specific sales charge system and a specific distributions policy, as provided in Article five above, may be converted to shares of a class of shares having the same sales charge system and having the same or a different distribution policy.

Art. 22. Under the responsibility of the AIFM (as defined below), the Administrative Agent (as defined in the Issuing Document) shall determine and calculate on each Valuation Day, in accordance with Generally Accepted Accounting Principles (GAAP) in Luxembourg and Luxembourg law, the net asset value (the “NAV”) of each Sub-Fund.

The NAV of a Sub-Fund consists of the market value of such Sub-Fund's consolidated or combined (as the case may be) assets less its consolidated or combined (as the case may be) liabilities determined in accordance with these Articles.

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value, the subscription price and redemption price of shares of any particular class and the issue and redemption of the shares in such class from its shareholder as well as conversion from and to shares of such class:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or any other regulated market on which any substantial portion of the Company's investments of the relevant class for the time being are quoted, is closed (otherwise than for ordinary holidays), or during which dealings are restricted or suspended; or

(b) any period when the net asset value of one or more investment funds, in which the Company will have invested and the units or the shares of which constitute a significant part of the assets of the Company, cannot be determined accurately so as to reflect their fair market value as at the Valuation Day; or

(c) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments of the relevant class by the Company is impracticable; or

(d) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Company's investments or the current prices or values on any market or stock exchange; or

(e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such shares cannot in the opinion of the AIFM be effected at normal rates of exchange; or

(f) if the Company or the relevant class of shares is being or may be wound-up on or following the date on which notice is given of the meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company or the class of shares is proposed; or

(g) if the AIFM has determined that there has been a material change in the valuations of a substantial proportion of the investments of the Company attributable to a particular class of shares in the preparation or use of a valuation or the carrying out of a later or subsequent valuation;

(h) during any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or any other detriment which the Company or its shareholders might so otherwise have suffered.

Any such suspension shall be published by the Company in newspapers determined by the AIFM if appropriate, and shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Company at the time of the filing of the written request for such redemption or conversion as specified in Article twenty-one hereof.

Such suspension as to any class will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, subscription price or redemption price, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class.

Art. 23. The Net Asset Value of shares of each class of shares in the Company shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day (and in any case at least once per month) by dividing the net assets

of the Company corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such class less the liabilities attributable to such class, by the number of shares of the relevant class outstanding.

The subscription and redemption price of a share of each class shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day as the Net Asset Value per share of that class calculated in respect of such Valuation Day adjusted by a sales commission, redemption charge, if any, fixed by the Board in accordance with all applicable law and regulations. The Board may also apply a dilution adjustment (swing pricing) as described in the sales documents of the Company. The subscription and redemption price shall be rounded upwards and downwards respectively to the number of decimals as shall be determined from time to time by the Board and as disclosed in the sales documents;

If an equalisation account is being operated an equalisation amount is payable.

The valuation of the Net Asset Value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (b) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not collected);
- (c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscription rights, futures contracts, warrants and other investments and securities belonging to the Company;
- (d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company (the Company may however adjust the valuation to fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);
- (e) all accrued interest on any securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;
- (f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company; and
- (g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses. The value of such assets shall be determined as follows:

(1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the AIFM may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(2) The value of any securities, money market instruments and derivative instruments will be determined on the basis of the last available price on the stock exchange or any other regulated market as aforesaid on which these securities, money market instruments or derivative instruments are traded or admitted for trading, unless otherwise provided in the sales documents of the Company. Where such securities, money market instruments or derivative instruments are quoted or dealt in one or by more than one stock exchange or any other regulated market, the AIFM shall make regulations for the order of priority in which stock exchanges or other regulated markets shall be used for the provisions of prices of securities, money market instruments or derivative instruments.

(3) If a security, a money market instrument or derivative instrument is not traded or admitted on any official stock exchange or any regulated market, or in the case of securities, money market instruments and derivative instruments so traded or admitted but whose last available price does not reflect their true value, the AIFM is required to proceed on the basis of their expected sales price, which shall be valued with prudence and in good faith.

(4) Swap contracts will be valued at the market value fixed in good faith by the AIFM and according to generally accepted valuation rules that can be verified by auditors. Asset based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash flow based swap contracts will be valued by reference to the net present value of the underlying future cash flows.

(5) Each share or unit in an open-ended investment fund will be valued at the last available net asset value (or bid price for dual priced investment funds) whether estimated or final, which is computed for such unit or shares on the same Valuation Day, failing which, it shall be the last net asset value (or bid price for dual priced investment funds) computed prior to the Valuation Day on which the Net Asset Value of the shares in the Company is determined.

(6) In respect of shares or units of an investment fund held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the AIFM may decide to value such shares or units in line with the prices so established.

(7) If, since the day on which the latest net asset value was calculated, events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of shares or units in other investment funds held by the Company, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the AIFM, such change of value.

(8) The value of any security or any other asset which is dealt principally on a market made among professional dealers and institutional investors shall be determined by reference to the last available price.

(9) If any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the AIFM may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

(10) Any assets or liabilities in currencies other than the base currency of the classes of shares will be converted using the relevant spot rate quoted by a credit institution or other responsible financial institution.

(11) In circumstances where the interests of the Company or its shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the AIFM may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets, as further described in the sales documents of the Company.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all borrowings, bills and other amounts due;
- (b) all administrative and other operative expenses due or accrued including all fees payable to the investment adviser (s), the Depositary and any other representatives and agents of the Company;
- (c) all known liabilities due or not yet due, including the amount of dividends declared but unpaid;
- (d) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of valuation and other provisions or reserves authorised and approved by the AIFM covering among others liquidation expenses; and
- (e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, accountants, depositary, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operation expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage and telephone. The AIFM may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

For the purposes of the valuation of its liabilities, the AIFM may duly take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

C. There shall be established one pool of assets for each class of shares in the following manner:

- a) the proceeds from the issue of each class shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that class of shares, and the assets, and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article.
- b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool of assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool.
- c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any actions taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool.
- d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated pro rata to all the pools on the basis of the net asset value of the total number of shares of each pool outstanding provided that any amounts which are not material may be equally divided between all pools.

The AIFM may allocate material expenses, after consultation with the auditor of the Company, in a way considered to be fair and reasonable having regard to all relevant circumstances.

e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the Net Asset Value of such class of shares shall be reduced or increased by the amount of such dividends depending on the distribution policy of the relevant class.

If there have been created, as more fully described in Article five hereof, within the same class of shares two or more sub-classes, the allocation rules set above shall apply, *mutatis mutandis*, to such sub-classes.

D. Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of securities and other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each class of shares within the same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of one specific or several specific classes of shares, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all classes related to such pool and there may be assumed on behalf of such class or classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the classes related to a same pool and which shall be allocable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as

payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied mutatis mutandis.

The percentage of the net asset value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

- 1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;
- 2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant class;
- 3) if in respect of one class the Company acquires specific assets or pays specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;
- 4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the net asset value per share of such specific share class.

E. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article twenty-one hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the AIFM on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant class of shares; and

(c) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for the Company on such Valuation Day to the extent practicable.

Art. 24. Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the subscription price as hereinabove defined for the relevant class of shares. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board but no later than five business days after the applicable Valuation Day, unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents.

In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents of the Company. Such dilution levy should not exceed a certain percentage of the net asset value determined from time to time by the Board and disclosed in the sales documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet subscription requests.

The subscription price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the auditor of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 25. The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more classes of shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. The Board may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

1. A Participating Fund's participation in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units ("units") of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool the Board shall in its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the Board considers appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of units may be issued up to five decimal places. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

2. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned;

in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

3. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article twenty-three provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

4. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time or receipt.

B. The Board may in addition authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg or foreign collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations.

Art. 26. The Company may, under the conditions and within the limits laid down by Luxembourg laws and regulations, and in particular the SIF Law and the AIFM Law, either appoint an external AIFM in order to carry out the functions described in annex I of the AIFM Law, or remain self-managed.

Details regarding the appointment of the external AIFM or the self-managed structure (as the case may be) will be set out in the Issuing Document.

Art. 27. In the event that the Company is presented with an investment proposal involving a property owned (in whole or in part) by the Board of Directors, the AIFM or the Investment Advisor or any of their respective affiliates, or involving any portfolio company whose shares are held by, or which has borrowed funds from any of the aforementioned persons, (including any managed, advised, or sponsored investment funds), such person will fully disclose such conflict of interest to the Board of Directors and the AIFM.

In the event that the Company is presented with an investment proposal in a property or portfolio company which was or is managed or advised by the Board of Directors, the AIFM or the Investment Advisor or any of their respective affiliates, the terms of such management or advisory work shall be fully disclosed to the AIFM.

Any conflict of interests shall be resolved in the best interest of the Shareholders.

The Company will enter into all transactions on an arm's length basis.

The Board of Directors, the AIFM or the Investment Advisor or any of their respective affiliates may from time to time provide other professional services to the Company, its subsidiaries or private equity assets. Any such services shall be provided at prevailing market rates for like services under a professional service agreement (which shall include fee ranges) and a project specific contract (specifying the terms of reference and fees applicable in respect of the specific property for which services are to be provided).

For the avoidance of doubt, no contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more of the members of the Board of Directors, the AIFM or the Investment Advisor or any of their respective affiliates is interested in, or is a director, manager, associate, officer or employee of such other company or firm.

Art. 28. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year. The accounts of the Company shall be expressed in Euro or such other currency or currencies, as the Board may determine pursuant to the decision of the general meeting of shareholders. Where there shall be different classes as provided for in Article five hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into Euro and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company. A printed copy of the annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the Directors' report and the notice of the annual general meeting, will be sent to registered shareholders or made available at the registered office of the Company not less than 15 days prior to each annual general meeting.

Art. 29. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board in respect of each class of shares, determine how the annual net investment income shall be disposed of.

The net assets of the Company may be distributed subject to the minimum capital of the Company as defined under Article five hereof being maintained.

Distribution of net investment income as aforesaid shall be made irrespective of any realised or unrealised capital gains or losses. In addition, dividends may include realised and unrealised capital gains after deduction of realised and unrealised capital losses.

Dividends may further, in respect of any class of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on dividends to be distributed to the shares of any class shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the shareholders of such class.

Interim dividends may at any time be paid on the shares of any class of shares out of the income attributable to the portfolio of assets relating to such class of shares upon decision of the Board.

The dividends declared may be paid in the reference currency of the relevant class of shares or in such other currency as selected by the Board and may be paid at such places and times as may determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

Dividends may be reinvested on request of holders of registered shares in the subscription of further shares of the class to which such dividends relate.

The Board may, as regards registered shares, decide that dividends be automatically reinvested for any class of shares unless a shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of dividends.

Art. 30. The Company shall appoint a depositary which shall satisfy the requirements of the Law and which shall be responsible for the safekeeping of the assets of the Company and shall hold the same itself or through its agents. The appointment of the depositary shall be on terms that:

(a) the depositary shall not terminate its appointment except upon the appointment by the Board of a new depositary; and

(b) the Company shall not terminate the appointment of the depositary except upon the appointment of a new depositary by the Company or if the depositary goes into liquidation, becomes insolvent or has a receiver of any of its assets appointed or if the Company is of the opinion that there is a risk of loss or misappropriation of any of the assets of the Company if the appointment of the depositary is not terminated.

In the event of a dissolution of the Company liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion of their holding of shares in such class.

Art. 31. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 32. All matters not governed by these articles of incorporation are to be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended and the Law.”

Subscription and payment

The capital has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed shares	Value
PURE CAPITAL S.A.	310	EUR 31,000

Upon incorporation, all shares were fully paid-up, as it has been justified to the undersigned Notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2015.

The first general annual meeting of shareholders shall be held on 2016.

Statement

The undersigned Notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 10 August 1915 have been observed.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder took the following resolutions:

First resolution

The registered office of the Company is established at L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.

Second resolution

The meeting resolves to appoint as independent approved auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company: KPMG Luxembourg, société cooperative, having its registered office in L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F. Kennedy, RCS Luxembourg B 149133.

The auditor shall remain in office until the close of the first annual general meeting of the Company.

Third resolution

The meeting further resolves to appoint the following directors for a period of six (6) years ending at the annual general meeting of 2021:

- Mrs. Sophie Mosnier, born in Paris (France), on May 3, 1979, with professional address at ManagementPlus (Luxembourg), 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg,

- Mr. Raoul Chevignard, born in Dijon (France), on November 30, 1978, with professional address at Pure Capital S.A., 2, rue d'Arlon, L-8399 Windhof,

- Mr. Bernard Pons, born in Liège (Belgium), on April 22, 1977, with professional address at Pure Capital S.A., 2, rue d'Arlon, L-8399 Windhof.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned Notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing persons, the present deed is worded in English.

The document having been read to the appearing persons, known to the Notary by their names, first name, civil status and residence, said persons signed together with the Notary the present deed.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 7 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/38624. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 décembre 2015.

Référence de publication: 2015200341/748.

(150224601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2015.

Catherine Dauphin Productions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4620 Differdange, 115A, rue Emile Mark.

R.C.S. Luxembourg B 200.814.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le cinq octobre,

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Madame Catherine DAUPHIN, réalisatrice, née le 13 juillet 1989 à Nice (France), demeurant à L-8020 Strassen, 9, rue de la Solidarité.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation avec ceux-ci:

- toutes opérations généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement à la création, réalisation, production, achat, vente, location, distribution et promotion d'œuvres cinématographiques, audiovisuelles, vidéographiques et photographiques;

- la vente, l'échange, la distribution, l'importation, l'exportation, l'édition sous toutes formes de ces oeuvres et de leurs dérivés, ainsi que la vente et la location des matériels nécessaires à leur vision, reproduction, projection ou exploitation généralement quelconque;

- l'aide au développement de projets cinématographiques, audiovisuels, vidéographiques ou photographiques par le conseil ou tout autre type de moyen requis pour en assurer la qualité et le succès pendant la préparation, la réalisation et le montage;

- l'édition d'œuvres littéraires et photographiques, livres, affiches, posters, ainsi que toute création pré-imprimée et diffusée dans un but commercial (multiplication, vente et distribution);

- l'édition musicale;

- tous travaux sonores se rapportant à l'audiovisuel et au cinéma, notamment la création, l'achat, la vente et le traitement des sons;

- toutes prestations de services, promotion, organisation, assistance et conseils en matière d'évènements culturels ou de spectacles artistiques.

Les énumérations ci-dessus sont indicatives et non limitatives.

En outre, la Société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins qu'elle ne soit spécialement réglementée. D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

En outre, la société peut s'intéresser, par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscription, de prise de participation ou toute autre forme d'investissement en titres ou droits mobiliers, d'intervention financière ou autrement, dans toutes affaires, entreprises, associations ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits ou services.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société est constituée sous la dénomination de «Catherine Dauphin Productions S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Differdange.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par décision du gérant ou du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays par décision du gérant ou du conseil de gérance.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts sociales en cas de contribution en numéraire.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Ils sont librement révocables à tout moment et sans cause.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique. En cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants ou par la (les) autre(s) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance.

Art. 12. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées des associés et les réunions du conseil de gérance; en son absence, les associés ou le conseil de gérance pourront désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion par courrier électronique, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par courrier électronique ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visio-conférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 16. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 17. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 18. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 19. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 20. Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 21. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des dividendes intérimaires si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 22. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, la comparante, prénommée, déclare souscrire toutes les cinq cents (500) parts sociales.

Toutes les parts sociales sont entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le trente-et-un décembre 2015.

161064

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Résolutions

Et aussitôt l'associée unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi à L-4620 Differdange, 115a, rue Emile Mark.
2. Est nommée gérante unique de la Société pour une durée illimitée, Madame Catherine DAUPHIN, préqualifiée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. DAUPHIN et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 8 octobre 2015. 1LAC/2015/32132. Reçu soixante-quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 21 octobre 2015.

Référence de publication: 2015171778/156.

(150190800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

Arca Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.451,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 194.859.

Extrait du contrat de cession de parts sociales de la Société du 9 octobre 2015

Suite à une cession de parts sociales intervenue en date du 9 octobre 2015 entre BALFOUR BEATTY INFRASTRUCTURE PARTNERS, L.P., une société en commandite établie et existante en vertu des lois d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social au premier étage, Dorey Cour Admiral Park, St. Peter Port Guernsey, Channel Islands, GY1 6HJ et enregistrée à la Companies House sous le numéro LP015216 représentée par son commandité, BALFOUR BEATTY INFRASTRUCTURE PARTNERS GP LIMITED, une société à responsabilité limitée établie et existante en vertu des lois de Guernesey, ayant son siège social au premier étage, Dorey Cour Admiral Park, St. Peter Port Guernesey, Channel Islands, GY1 6HJ et immatriculée au Registre de Guernesey sous le numéro 55206, en qualité de cédant (le "Cédant") et OFI INFRA MULTI SELECT II, un Fond professionnel de Capital Investissement constitué et existant en vertu des lois françaises, représenté par son gérant SWEN CAPITAL PARTNERS, une société anonyme constituée et existante en vertu des lois françaises, ayant son siège social au 20-22, rue Vernier, 75017 Paris (France), et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 803.812.593, en qualité de cessionnaire (le "Cessionnaire"), le Cédant a cédé au Cessionnaire les parts sociales suivantes d'une valeur nominale d'un centime de livre Sterling (GBP 0,01) chacune avec effet à compter du 16 octobre 2015:

- 84.077 parts sociales de Classe A;
- 349 parts sociales de Classe B;
- 349 parts sociales de Classe C;
- 349 parts sociales de Classe D;
- 349 parts sociales de Classe E;
- 349 parts sociales de Classe F;
- 349 parts sociales de Classe G;
- 349 parts sociales de Classe H; et
- 349 parts sociales de Classe I.

Il en résulte que l'actionnariat de la Société est désormais composé comme suit:

- BALFOUR BEATTY INFRASTRUCTURE PARTNERS, L.P.:

- * 1.121.023 parts sociales de Classe A;
- * 4.651 parts sociales de Classe B;
- * 4.651 parts sociales de Classe C;
- * 4.651 parts sociales de Classe D;
- * 4.651 parts sociales de Classe E;
- * 4.651 parts sociales de Classe F;
- * 4.651 parts sociales de Classe G;

- * 4.651 parts sociales de Classe H; et
- * 4.651 parts sociales de Classe I.
- OFI INFRA MULTI SELECT II:
- * 84.077 parts sociales de Classe A;
- * 349 parts sociales de Classe B;
- * 349 parts sociales de Classe C;
- * 349 parts sociales de Classe D;
- * 349 parts sociales de Classe E;
- * 349 parts sociales de Classe F;
- * 349 parts sociales de Classe G;
- * 349 parts sociales de Classe H; et
- * 349 parts sociales de Classe I.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015171701/54.

(150190652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

Chopin International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 131.174.370,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 195.000.

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth day of October.

Before us, Maître Cosita Delvaux, Notary, residing in Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the “General Meeting”) of Chopin International S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office at 20 Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Trade and Company Registry of Luxembourg under number B 195.000, incorporated by deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, on 15 January 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 990 of 14 April 2015 (the “Company”).

The General Meeting was presided by Mr Thomas MORANA, employee in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Ekaterina DUBLET, employee in Luxembourg.

The General Meeting elects as scrutineer Mr Thomas MORANA, above named (referred to collectively with the chairman and the secretary as the “Bureau”).

The Bureau having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the General Meeting is worded as follows:

Agenda

Decrease of the share capital of the Company by an amount of one hundred forty-five thousand seven hundred forty nine euros and thirty cents (EUR 145,749.30), in order to bring it from its current amount to an amount of one million three hundred and eleven thousand seven hundred and forty-three euros and seventy cents (EUR 1,311,743.70), through the cancellation of all the fourteen million five hundred seventy-four thousand nine hundred thirty (14,574,930) class J shares of one euro cent (EUR 0.01) each, which have been repurchased by the Company; consequential amendment of Article 6.1.1 of the articles of association of the Company.

II. The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the Bureau and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed. The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are present or represented at the present General Meeting, so that the General Meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved, the General Meeting takes unanimously the following sole resolution:

Sole resolution

The General Meeting RESOLVES to reduce the share capital of the Company by an amount of one hundred forty-five thousand seven hundred forty nine euros and thirty cents (EUR 145,749.30), in order to bring it from its current amount to an amount of one million three hundred and eleven thousand seven hundred and forty-three euros and seventy cents (EUR 1,311,743.70), through the cancellation of the fourteen million five hundred seventy-four thousand nine hundred thirty

(14,574,930) class J shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, which have been repurchased by the Company.

As a consequence of the above resolution, the meeting RESOLVES to amend Article 6.1.1 of the articles of association of the Company to reflect the above resolution to read as follows:

“ **6.1. Subscribed Share Capital.**

6.1.1 The Company's corporate capital is fixed at one million three hundred and eleven thousand seven hundred and forty-three euros and seventy cents (EUR 1,311,743.70) divided into different Classes of shares as follows:

- fourteen million five hundred seventy-four thousand nine hundred thirty (14,574,930) Class A shares;
- fourteen million five hundred seventy-four thousand nine hundred thirty (14,574,930) Class B shares;
- fourteen million five hundred seventy-four thousand nine hundred thirty (14,574,930) Class C shares;
- fourteen million five hundred seventy-four thousand nine hundred thirty (14,574,930) Class D shares;
- fourteen million five hundred seventy-four thousand nine hundred thirty (14,574,930) Class E shares,
- fourteen million five hundred seventy-four thousand nine hundred thirty (14,574,930) Class F shares,
- fourteen million five hundred seventy-four thousand nine hundred thirty (14,574,930) Class G shares,
- fourteen million five hundred seventy-four thousand nine hundred thirty (14,574,930) Class H shares, and
- fourteen million five hundred seventy-four thousand nine hundred thirty (14,574,930) Class I shares,

each share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), all fully subscribed and entirely paid up and with such rights and obligations as set out in the present Articles.”

The meeting further resolves to amend article 6.1.2. and 6.1.3.2. in order to replace the reference to the cancelled class J and I shares as follows:

6.1.1. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one or more entire Classes of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such Class(es). In the case of repurchases and cancellations of Classes of shares such cancellations and repurchases of shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class H).

6.1.3.2 The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of directors of the Company and approved by the general meeting of shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant Class unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

There being no further business, the General Meeting is closed.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand six hundred euros (EUR 1,600.-).

The undersigned notary, who speaks English, states that on request of the persons appearing, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le douze octobre.

Par-devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, qui sera le dépositaire du présent acte;

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des associés (l'«Assemblée Générale») de Chopin International S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195.000, constituée par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, le 15 janvier 2015, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro C 990 du 14 avril 2015 (la «Société»).

L'Assemblée Générale a été présidée par Monsieur Thomas MORANA, employée à Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire Madame Ekaterina DUBLET, employée à Luxembourg.

L'Assemblée Générale a choisi en tant que scrutateur Monsieur Thomas MORANA, prénommée (ensemble avec le président et le secrétaire, le «Bureau»).

Le Bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente Assemblée Générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour

Réduction du capital social de la Société d'un montant de cent quarante-cinq mille sept cent quarante-neuf euros et trente centimes (145.749,30 EUR) pour le réduire de son montant actuel à un montant de un million trois cent onze mille sept cent quarante-trois euros et soixante-dix centimes (1.311.743,70 EUR) par l'annulation de quatorze millions cinq cent soixante-quatorze mille neuf cent trente (14.574.930) parts sociales de classe J, chacune d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), qui ont été rachetées par la Société; modification subséquente de l'article 6.1.1 des statuts de la Société.

II. Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du Bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte. Resteront pareillement annexées au présent acte, les procurations des associés représentés.

III. Au vu de la précitée liste de la présence, toutes les parts sociales en émission sont présentes ou représentées à la présente Assemblée Générale, dès lors l'Assemblée Générale peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'Assemblée Générale, celle-ci prend à l'unanimité des voix la résolution unique suivante:

Résolution unique

L'Assemblée Générale DECIDE de réduire le capital social de la Société de cent quarante-cinq mille sept cent quarante-neuf euros et trente centimes (145.749,30 EUR) pour le ramener de son montant actuel à un montant de un million trois cent onze mille sept cent quarante-trois euros et soixante-dix centimes (1.311.743,70 EUR) par l'annulation de quatorze millions cinq cent soixante-quatorze mille neuf cent trente (14.574.930) parts sociales de classe J d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, qui ont été rachetées par la Société.

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'Assemblée Générale DECIDE de modifier l'article 6.1.1 des statuts de la Société, afin de refléter la résolution ci-dessus, de sorte qu'il ait la teneur suivante:

« 6.1. Capital social souscrit.

6.1.1 Le capital social de la Société est fixé à un million trois cent onze mille sept cent quarante-trois euros et soixante-dix centimes (1.311.743,70 EUR) divisé en différentes Classes de parts sociales comme suit:

- quatorze millions cinq cent soixante-quatorze mille neuf cent trente (14.574.930) parts sociales de Classe A;
 - quatorze millions cinq cent soixante-quatorze mille neuf cent trente (14.574.930) parts sociales de Classe B;
 - quatorze millions cinq cent soixante-quatorze mille neuf cent trente (14.574.930) parts sociales de Classe C;
 - quatorze millions cinq cent soixante-quatorze mille neuf cent trente (14.574.930) parts sociales de Classe D;
 - quatorze millions cinq cent soixante-quatorze mille neuf cent trente (14.574.930) parts sociales de Classe E;
 - quatorze millions cinq cent soixante-quatorze mille neuf cent trente (14.574.930) parts sociales de Classe F;
 - quatorze millions cinq cent soixante-quatorze mille neuf cent trente (14.574.930) parts sociales de Classe G;
 - quatorze millions cinq cent soixante-quatorze mille neuf cent trente (14.574.930) parts sociales de Classe H; et
 - quatorze millions cinq cent soixante-quatorze mille neuf cent trente (14.574.930) parts sociales de Classe I,
- d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées et assorties des droits et obligations tels qu'énoncés dans les présents Statuts.»

L'Assemblée Générale décide par ailleurs de modifier les articles 6.1.2. et 6.1.3.2. afin de supprimer toute référence aux classes des parts J et I annulées, comme suit:

6.1.2 Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation de parts sociales, y compris par l'annulation d'une ou de plusieurs Classes entières de parts sociales par le rachat et l'annulation de la totalité des parts sociales émises dans cette(s) Classe(s). Dans le cas de rachats et d'annulations de Classes de parts sociales, ces annulations et rachats de parts sociales seront faits dans l'ordre alphabétique inverse (en commençant par la Classe H).

6.1.3.2 Le Montant Total d'Annulation est un montant déterminé par le conseil de gérance de la Société et approuvé par l'assemblée générale des associés sur la base des Comptes Intermédiaires concernés. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des Classes H, G, F, E, D, C, B et A correspond au Montant Disponible de la Classe concernée au moment de l'annulation de la Classe concernée, sauf décision contraire de l'assemblée générale des associés délibérant de la manière prévue en matière de modification des Statuts, étant entendu toutefois que le Montant Total d'Annulation ne doit jamais être supérieur à ce Montant Disponible.

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison du présente acte est évalué à environ mille six cents euros (1.600,- EUR).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document a été lu aux comparants, tous étant connus du notaire par leurs noms, prénoms, états civils et lieux de résidence, ceux-ci ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: T. MORANA, E. DUBLET, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 13 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/32656. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015171783/162.

(150190499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

Acanthus Princeps, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 200.862.

— STATUTS

L'an deux mille quinze.

Le quatorze octobre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

La société anonyme DELTA LOGIC S.A., ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 54.357,

ici représentée par Madame Sophie BATARDY, employée privée, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 21 septembre 2015,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

La société comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (ci-après les Statuts) d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de ACANTHUS PRINCEPS (ci-après la Société).

La Société peut avoir un associé unique (l'Associé Unique) ou plusieurs actionnaires. La société ne sera pas dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville. Il pourra être transféré dans les limites de la commune de la Ville de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Art. 3. Durée de la Société. La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 19. ci-après.

Art. 4. Objet Social. La société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, pour son propre compte, l'achat, la vente et la mise en valeur d'immeubles ainsi que la gestion de son patrimoine immobilier.

La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Capital Social. Le capital social est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000.-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (€ 310.-).

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions au porteur sont soumises aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 6. Transfert des Actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société. Dans l'hypothèse d'un associé unique, l'Associé Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, chaque année le troisième jeudi du mois de juin à 11.00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Les autres Assemblées Générales pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 8. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, par câble ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 9. Administration de la Société. Dans ces Statuts, toute référence au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un associé unique.

Tant que la Société n'a qu'un associé unique, la Société peut être administrée seulement par un administrateur unique qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société (l'Administrateur Unique). Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'Assemblée Générale doit nommer au moins deux (2) nouveaux administrateurs en plus de l'Administrateur Unique en place. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Toute référence dans les Statuts au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (lorsque la Société n'a qu'un associé unique) tant que la Société a un associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la Loi sur les Sociétés de 1915).

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou pour toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration doit nommer un président (le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Associé Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommeront un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

Tout membre du Conseil d'Administration peut se faire représenter à toute réunion du conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, à un autre administrateur comme son mandataire.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

L'article 10 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 11. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration seront signés par le Président qui en aura assumé la présidence. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique seront signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'Administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 13. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, sans l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 14. Signatures autorisées. La Société sera engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par:

- (i) la signature individuelle de l'administrateur unique, ou
- (ii) les signatures conjointes de deux administrateurs de la Société, ou
- (iii) la signature individuelle de l'administrateur-délégué dans le cadre de la gestion journalière de la société, ou
- (iv) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 15. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 16. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre.

Art. 17. Affectation des Bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en Euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et devront être payés aux lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 18. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 8. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 19. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 20. Droit applicable. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- a) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.
- b) La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2016.
- 3) Exceptionnellement, le premier président du conseil d'administration peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires, désignant le premier conseil d'administration

Souscription - Libération

Les cent (100) actions ont été souscrites par la société anonyme DELTA LOGIC S.A., ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 54.357.

Toutes ces actions ont été immédiatement et entièrement libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000.-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille deux cents Euros (€ 1.200.-).

Résolutions de l'associé unique

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

- 1) La société va émettre des actions au porteur.
- 2) Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3).

Ont été nommés administrateurs:

- Monsieur Nico HANSEN, employé privé, né à Differdange, le 31 mars 1969, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf,

- Madame Sophie BATARDY, employée privée, né à Lille (France), le 22 janvier 1963, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf,

- Monsieur Alain BARTHOLME, employé privé, né à Ettelbrück, le 25 août 1972, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf,

- 3) Le nombre des commissaires est fixé à un (1).

Est nommé commissaire:

La société à responsabilité limitée MGI FISOGEST S.à r.l., avec siège social à L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 20.114.

- 4) Le premier mandat des administrateurs et du commissaire expirera à l'assemblée générale de 2021.
 5) Monsieur Nico HANSEN, prénommé, est nommé président du conseil d'administration.
 6) Le siège social est fixé à L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné à la comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. BATARDY, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 octobre 2015. Relation: GAC/2015/8811. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 21 octobre 2015.

Référence de publication: 2015172263/216.

(150191446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2015.

Europe Shipping A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2680 Luxembourg, 20, rue de Vianden.

R.C.S. Luxembourg B 83.558.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den achten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster (Grossherzogtum Luxemburg).

Wurde eine ausserordentliche Generalversammlung der Aktiengesellschaft „Europe Shipping A.G.“ mit Sitz in L-5550 Remich, 20, rue de Macher, eingetragen beim Handels- und Firmenregister Luxemburg („Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg“) unter der Nummer B 83.558, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Jean-Paul HENCKS, mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg, am 30. August 2001, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 164 vom 30. Januar 2002, und deren Statuten abgeändert wurden gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Jean-Paul HENCKS, vorgenannt, am 9. Dezember 2002, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 166 vom 17. Februar 2003 und abgeändert gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Henri BECK, mit dem Amtssitz in Echternach, am 17. September 2008, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2432 vom 4. Oktober 2008 und gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich, am 4. Februar 2014, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1055 vom 25. April 2014.

Die Versammlung beginnt unter dem Vorsitz von Herrn Jeannot DIDERRICH, Buchführer, beruflich ansässig in L-1140 Luxembourg, 45-47, route d' Arlon.

Der Vorsitzende ernennt zur Schriftführer und zum Stimmzähler wird ernannt Herrn Albertus Marinus BRUINSMA, Direktor, beruflich ansässig in L-2680 Luxembourg, 20, rue de Vianden.

Sodann stellt der Vorsitzende fest:

I.- Dass aus einer Anwesenheitsliste, welche durch das Bureau der Versammlung aufgesetzt und für richtig befunden wurde, hervorgeht, dass die dreihundertzehn (310) Aktien mit einem Nennwert von je hundert Euro (100,- EUR) welche das gesamte Kapital von einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR) darstellen hier in dieser Versammlung gültig vertreten sind, welche somit ordnungsgemäß zusammengestellt ist und gültig über alle Punkte der Tagesordnung abstimmen kann, da alle anwesenden und vertretenen Aktionäre, nach Kenntnisnahme der Tagesordnung, bereit waren, ohne Einberufung hierüber abzustimmen.

Diese Liste, von den Mitgliedern des Büros und dem amtierenden Notar „ne varietur“ unterzeichnet, bleibt gegenwärtigem Protokoll, zusammen mit der Vollmacht, mit welchem sie registriert wird, als Anlage beigelegt.

II.- Dass die Tagesordnung dieser Generalversammlung folgende Punkte umfasst:

1. Sitzverlegung nach L-2680 Luxembourg, 20, rue de Vianden.“
2. Abänderung des ersten Absatzes von Artikel 2 der Statuten um folgenden Wortlaut zu erhalten
3. Verschiedenes.

Die Ausführungen des Vorsitzenden wurden einstimmig durch die Versammlung für richtig befunden und, nach Überprüfung der Richtigkeit der Versammlungsordnung, fasst die Versammlung nach vorheriger Beratung, einstimmig folgenden Beschluss:

Einzigter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den Gesellschaftssitz der Gesellschaft nach L-2680 Luxembourg, 20, rue de Vianden zu verlegen und dementsprechend den ersten Absatz von Artikel 2 der Statuten folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 2. (1. Absatz).** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg.“

161073

Kosten

Der Gesamtbetrag aller Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, welcher der Gesellschaft im Zusammenhang mit dieser Urkunde entstehen oder berechnet werden, wird auf ungefähr tausend Euro (EUR 1.000,-) abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE Aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Jeannot DIDERRICH, Albertus Marinus BRUINSMA, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 octobre 2015. Relation GAC/2015/8759. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2015172444/54.

(150190724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2015.

Transat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 124-126, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 137.633.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 1^{er} octobre 2015, le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, VI^{ème} chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu Monsieur le Juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société suivante:

- Société anonyme TRANSAT S.A., dont le siège social à L-4940 Bascharage, 124-126, avenue de Luxembourg.

Ce même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Pour Me Isabelle FERAND, empêchée

Le liquidateur

Signature

La secrétaire

Référence de publication: 2015170795/18.

(150188651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2015.

eida s.a, Société Anonyme.

Siège social: L-8522 Beckerich, 6, Jos Seyler Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 113.986.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015170865/9.

(150189608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Sensecapture S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 14, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 155.804.

L'an deux mille quinze,

Le douze octobre,

Par devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange.

Ont comparu:

- Monsieur Helder Pedro DA SILVA MACHADO, employé privé, né le 20 septembre 1974 à Amares (Portugal), demeurant à L-5629 Mondorf-les-Bains, 6, avenue Pat Barron,

- Monsieur João Paulo DA SILVA MACHADO, employé privé, né le 24 août 1976 à Amares (Portugal), demeurant à L-9511 Wiltz, 80, rue Anneschbach.

Lequels comparants ont exposé au notaire instrumentaire ce qui suit:

Les comparants sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée «SENSECAPTURE S.à r.l.», ayant son siège social à L-5626 Mondorf-les-Bains, 6, avenue Elise Deroche, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 155 804,

constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 septembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2429 du 11 novembre 2010.

Ceci exposé, les associés représentant l'intégralité du capital social, ont déclaré se considérer comme dûment convoqués en assemblée générale extraordinaire et, sur ordre du jour conforme dont ils reconnaissent avoir eu connaissance parfaite dès avant ce jour, ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de L-5626 Mondorf-les-Bains, 6, avenue Elise Deroche, à L-2636 Luxembourg, 14, rue Léon Thyès,

et de modifier par conséquent l'article quatre (Art. 4.), premier alinéa, des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4. Premier alinéa.** Le siège social est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).»

Deuxième résolution

L'assemblée générale constate que l'associé et gérant technique Monsieur Helder Pedro DA SILVA MACHADO, pré-nommé, a transféré sa résidence à L-5629 Mondorf-les-Bains, 6, avenue Pat Barron.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la Société du chef de cette assemblée générale à environ huit cents euros (800.-€).

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: H. DA SILVA MACHADO, J. DA SILVA MACHADO, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 octobre 2015. Relation: EAC/2015/23811. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 16 octobre 2015.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2015172149/45.

(150190435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

Sprint-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5532 Remich, 9, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 200.793.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am sechsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich (Großherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

- 1) Herr Gregor LIGENSA, Maler- und Stukkateurmeister, wohnhaft in D-66706 Perl, Unter Paulen 2;
- 2) Herr Dieter BRAUN, Stukkateur, wohnhaft in D-66663 Merzig, Engelstrasse 6.

Vorgenannte Parteien haben den amtierenden Notar ersucht die Satzung einer von ihnen zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ist gegründet, der die nachstehende Satzung, sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde liegt.

Art. 2. Die Gesellschaft hat zum Zweck:

- Maler-, Lackier-, Stukkateur-, Tapezier-, Fassaden-, Isolierungs-, Wärmedämmverbundsystem-, kleine Reparatur- und Restaurierungsarbeiten.
- Verlegung von Bodenbelägen, Teppichen, Laminat, Parkett, Kork, Spanndecken und Trockenbau.
- Consulting von Sanierungs- und Renovierungsarbeiten von Schäden durch Wasser, Feuer und Sturm.
- Verkauf und Handel mit berufsspezifischen Waren und Produkten.

Die Gesellschaft kann sich an Geschäften sowohl im In- als auch im Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Zweck verfolgen; sie kann weiterhin sämtliche handelsübliche, industrielle und finanzielle Operationen vornehmen, welche direkt oder indirekt auf dem Hauptzweck Bezug haben.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Die Gesellschaft führt den Namen „Sprint-Lux S.à r.l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Remich.

Durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung kann der Gesellschaftssitz innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden.

Die Geschäftsführung kann Zweigniederlassungen, Filialen, Agenturen oder administrative Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Art. 6. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert EURO (12.500.- EUR) eingeteilt in einhundert (100) Anteile von je einhundertfünfzig EURO (125.- EUR).

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit erhöht oder herabgesetzt werden, unter den in Artikel 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgesetzten Bedingungen.

Art. 8. Jeder Anteil ist proportional an den Aktiva und am Gewinn beteiligt.

Art. 9. Zwischen Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar. Die Übertragung unter Lebenden von Gesellschaftsanteilen an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der Gesellschafterversammlung und mindestens fünfundsiebzig Prozent des Gesellschaftskapitals. Im Übrigen wird auf die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 10. Tod, Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder nicht, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, verwaltet.

Falls die Gesellschafterversammlung nicht anders bestimmt, haben der oder die Geschäftsführer die weitest gehenden Befugnisse um die Geschäftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Der oder die Geschäftsführer der Gesellschaft können zu jeder Zeit und auch ohne rechtmäßigen Grund von der Generalversammlung der oder des Gesellschafters abberufen werden.

Art. 12. Bei der Ausübung ihres Amtes gehen der oder die Geschäftsführer keinerlei persönliche Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie lediglich für die ordnungsgemäße Durchführung ihres Amtes verantwortlich.

Art. 13. Jeder Gesellschafter ist in der Generalversammlung stimmberechtigt. Er hat soviel Stimmen wie er Anteile besitzt und kann sich aufgrund einer Vollmacht an den Versammlungen rechtsgültig vertreten lassen.

Art. 14. Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Beschlüsse über Satzungsänderungen kommen nur zustande, soweit sie von der Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Kapitals vertreten, gefasst werden.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 16. Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres erstellt die Geschäftsführung den Jahresabschluss.

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.

Art. 18. Fünf Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur Verfügung der Gesellschafter.

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 20. Wann, und so lang ein Gesellschafter alle Anteile besitzt, ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinn von Artikel 179(2) des Gesetzes über die kommerziellen Gesellschaften; in diesem Fall finden unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes Anwendung.

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung der Anteile

Alle einhundert (100) Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

1) Herr Gregor LIGENSA, vorgeannt, fünfzig Anteile	50
2) Herr Dieter BRAUN, vorgeannt, fünfzig Anteile	50
TOTAL: Einhundert (100) Anteile	100

Dieselben Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert EURO (12.500.- EUR) der Gesellschaft ab jetzt zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar ausdrücklich bestätigt wurde.

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen betragen schätzungsweise eintausend einhundert Euro (1.100.- EUR).

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Sodann sind die Komparenten, handelnd wie erwähnt, die das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, zu einer Generalversammlung zusammengetreten, und haben einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Zum alleinigen Geschäftsführer wird ernannt auf unbestimmte Dauer:

Herr Gregor LIGENSA, vorgeannt.

Die Gesellschaft ist in allen Angelegenheiten rechtsgültig verpflichtet durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.

Zweiter Beschluss

Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-5532 Remich, 9, rue Enz.

Erklärung

Die erschienenen Parteien erklären hiermit, dass sie selbst an den eingebrachten Vermögenswerten letztlich wirtschaftlich berechtigt sind und bestätigen dass die Gelder und Vermögenswerte nicht aus einer Straftat herrühren.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen zu Remich, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: G. LIGENSA, D. BRAUN, Patrick SERRES.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 octobre 2015. Relation: GAC/2015/8605. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Remich, den 20. Oktober 2015.

Référence de publication: 2015171559/109.

(150190092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Sovimo, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J-F Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 37.740.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

FIDUPAR

Signatures

Référence de publication: 2015171597/12.

(150189655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Spoletto S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 40.344.

—
Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires et par le conseil d'administration en date du 16 octobre 2015

1. M. Hans DE GRAAF a démissionné de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration.
2. M. David SANA, administrateur de sociétés, né le 10 avril 1974 à Forbach (France), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme administrateur et président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

Luxembourg, le 20 octobre 2015.
Pour extrait sincère et conforme
Pour SPOLETO S.A.
Un mandataire

Référence de publication: 2015171599/17.

(150189626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Syspar, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 24, Val Saint André.
R.C.S. Luxembourg B 92.125.

—
Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
EUROFISC S.A.

Référence de publication: 2015171607/12.

(150188889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2015.

ITW Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 193, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 85.382.

—
In the year two thousand and fifteen, on the sixth of October.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Was held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of "ITW Participations S.à r.l.", a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-1511 Luxembourg, 193, avenue de la Faïencerie, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Register of Trade and Companies) under number B 85.382 (the "Company").

There appeared:

"ITW (EU) Holdings Ltd.", a company incorporated in Bermuda, having its registered office at 18th Parliament Street, Milner House, HM12 Hamilton, Bermuda, registered with the Bermuda trade and companies register under number 30198 (the "Sole Shareholder"),

there represented by the public limited company "FIDUCIAIRE EUROLUX", having its registered office in L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, here represented by Mr. Regis LUX, private employee, professionally residing in L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said power of attorney, initialed ne varietur, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder through its proxy holder requested the notary to enact that:

- the six hundred fifty-six thousand nine hundred twenty-three (656,923) shares representing the whole share capital of the Company (the "Issued Shares") were represented so that the meeting could validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed; and

- the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 20,133,000.- so as to raise it from its current amount of EUR 656,923,000.- to an amount of EUR 677,056,000.- by way of the issuance of 20,133 new shares;
2. Subscription and payment of the new shares by way of a contribution in kind by ITW (EU) Holdings Ltd.;
3. Subsequent amendments to article 5.1 of the articles of association of the Company; and
4. Miscellaneous;

After the agenda was approved by the Sole Shareholder through its proxy holder, the following resolutions have been taken:

First resolution

The meeting resolved to increase the share capital of the Company by an amount of twenty million one hundred thirty-three thousand (EUR 20,133,000.-) so as to raise it from its current amount of six hundred fifty-six million nine hundred twenty-three thousand Euro (EUR 656,923,000.-) to an amount of six hundred seventy-seven million fifty-six thousand Euro (EUR 677,056,000.-) by the issuance of twenty thousand one hundred thirty-three (20,133) new shares with a nominal value of one thousand Euro (EUR 1,000.-) (the “New Shares”).

Second resolution

The meeting resolved to accept that the New Shares be fully subscribed by the Sole Shareholder by way of a contribution in kind consisting of seven thousand four hundred eighty-two (7482) shares (the “Contributed Shares”) representing 99,89 % of the share capital of PREMARK N.V. a limited liability company, duly incorporated and validly existing under the law of the former Netherlands Antilles, currently existing under the laws of Curaçao, having its registered office at Pietermaai 15, Curaçao, and registered in the Commercial Register of the Curaçao Chamber of Commerce and Industry under number 75803, (the “Contribution”).

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, through its proxy holder declared to subscribe to all the New Shares by paying the nominal value of these New Shares, the whole being fully paid-up by way of the Contribution.

Evaluation

The value of the Contributed Shares was set at twenty million one hundred thirty-three thousand (EUR 20,133,000.-).

Such Contribution has been valued by all the managers of the Company, pursuant to a statement of contribution value which has been produced to the notary.

Evidence of the Contribution's existence

Proof of the Contribution’s existence has been given to the undersigned notary.

Effective implementation of the Contribution

The Sole Shareholder, contributor represented as stated here-above, expressly declared that:

- (i) it is the sole legal owner of the Contributed Shares;
- (ii) the Contributed Shares are in registered form;
- (iii) the Contributed Shares are free from any charge, option, lien, encumbrance or any other third party rights;
- (iv) the Contributed Shares are not the object of a dispute or claim;
- (v) the Contributed Shares are freely transferable with all rights, title and interest attached thereto;
- (vi) PREMARK N.V. is duly organized and validly existing under the laws of Curaçao;
- (vii) to its knowledge PREMARK N.V. is not involved in court proceedings for the purposes of bankruptcy, liquidation, winding-up or transfer of assets to creditors, and there are no facts or circumstances known to it at the date hereof, which could lead to such court proceedings;
- (viii) to the extent necessary all actions and formalities have been performed and all the necessary consents and approval have been obtained to allow the transfer of the Contributed Shares; and
- (ix) all formalities subsequent to the transfer and assignment of the Contributed Shares required under any applicable law have or will be carried out in order for the Contribution to be effective and valid anywhere and towards any third parties.

Managers’ intervention

Thereupon intervened:

- Mrs. Monique MARTINS, manager, residing professionally in L-1511 Luxembourg 193, avenue de la Faïencerie;
- Mr. Claude MALIVERT, manager, residing professionally in L-1511 Luxembourg 193, avenue de la Faïencerie; and
- Mr. Benoit AMIOT, manager, residing professionally in L-1511 Luxembourg 193, avenue de la Faïencerie,

each of them acting in her/his capacity as manager of the Company and being here represented “FIDUCIAIRE EURO-LUX”, having its registered office in L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, here represented by Mr. Regis LUX, private employee, professionally residing in L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their liabilities, engaged as managers of the Company by reason of the contribution described above, expressly agreed with the description of the Contribution, with its valuation and with the effective transfer of the Contributed Shares, and confirmed the validity of the subscription and payment.

Declaration

The notary declares that the documentation sustaining the existence of the Contribution has been considered convincing as well as sufficient, and the Contribution is therefore effectively implemented.

Third resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions it was resolved to amend article 5.1. of the articles of association of the Company to read as follows:

“ **Art. 5.1.** The Company's corporate capital is fixed at six hundred seventy-seven million fifty-six thousand Euro (EUR 677,056,000.-), represented by six hundred seventy-seven thousand fifty-six (677,056) shares with a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000.00) each (the “Shares”).”

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about EUR 6.250,-.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons through their attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the persons appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le six octobre;

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de «ITW Participations S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1511 Luxembourg 193, avenue de la Faïencerie, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 85.382, (la «Société»).

A comparu:

«ITW (EU) Holdings Ltd.», une société constituée aux Bermudes, ayant son siège social au 18, Parliament Street, Milner House, HM12 Hamilton, Bermudes, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés des Bermudes sous le numéro 30198 (l' «Associé Unique»),

ici représenté par la société anonyme «FIDUCIAIRE EUROLUX.», ayant son siège social à Luxembourg, 196, rue du Beggen, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 34.752, elle-même ici représentée par son mandataire spécial Monsieur Régis LUX, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 196, rue du Beggen, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier.

L'Associé Unique, représenté par son mandataire, a prié le notaire d'acter que:

- les 656.923 parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société (les «Parts Sociales Emises») étaient représentées de sorte que l'assemblée pouvait décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique a été préalablement informé.

- l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 20.133.000 afin de le porter de son montant actuel de EUR 656.923.000,- à un montant de EUR 677.056.000 par l'émission de nouvelles parts sociales de la Société;

2. Souscription et paiement des nouvelles parts sociales au moyen d'un apport en nature par ITW (EU) Holdings Ltd.;
3. Modification subséquente de l'article 5.1. des statuts de la Société;
4. Divers.

Après que l'ordre du jour ait été approuvé par l'Associé Unique représenté par son mandataire, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

L'assemblée a été décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt-million cent trente-trois mille euros (EUR 20.133.000,-) pour le porter de son montant actuel de six cent cinquante-six millions neuf cent vingt-trois mille euros (EUR 656.923.000.00) à un montant de six cent soixante-dix-sept million cinquante-six mille euros (EUR 677.056.000,-) par l'émission de vingt mille cent trente-trois mille (20.133) nouvelles Parts Sociales avec une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune «Nouvelles Parts Sociales».

Deuxième résolution

L'assemblée a été décidé d'accepter que les Nouvelles Parts Sociales soient entièrement souscrites par l'Associé Unique au moyen d'un apport en nature, consistant en sept mille quatre cent quatre-vingt-deux (7482) parts sociales (les «Parts Sociales Apportées») représentant 99,89% du capital social de Premark N.V., une société constituée et existant valablement selon les lois du Curaçao, ayant son siège social au Pietermaai 15, Curaçao et immatriculée auprès du Chamber of Commerce and Industry du Curaçao sous le numéro 75803, (l'«Apport»).

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté par son mandataire, a déclaré souscrire à l'intégralité des Nouvelles Parts Sociales en payant la valeur nominale de ces Nouvelles Parts Sociales, le tout étant entièrement libéré au moyen de l'Apport.

Evaluation

La valeur des Parts Sociales Apportées a été fixée à vingt-million cent trente-trois mille euros (EUR 20.133.000,-).

Ledit Apport a été évalué par tous les gérants de la Société, conformément à une déclaration sur la valeur de l'Apport qui a été fournie au notaire.

Preuve de l'existence de l'Apport

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée au notaire instrumentant.

Mise en oeuvre effective de l'Apport

L'Associé Unique, apporteur représenté comme indiqué ci-dessus, a déclaré expressément que:

- (i) il est le seul propriétaire légal des Parts Sociales Apportées;
- (ii) les Parts Sociales Apportés sont nominatives;
- (iii) les Parts Sociales Apportées sont libres de toute charge, option, privilège, gage ou de tout autre droit de tiers;
- (iv) les Parts Sociales Apportées ne font l'objet d'aucune contestation ou action en justice;
- (v) les Parts Sociales Apportées sont librement transférables, avec tous les droits, titres et intérêts y attachés.
- (vi) Premark N.V. est dûment constituée et existe valablement conformément aux lois du Curaçao;
- (vii) à sa connaissance Premark N.V. ne fait pas l'objet d'une procédure judiciaire de faillite, liquidation, dissolution ou transfert d'actifs à ses créanciers, et il n'existe aucun fait ni aucune circonstance à la date des présentes qui pourrait conduire à de telles actions judiciaires;
- (viii) pour autant que de besoin, tous les actes et toutes les formalités ont été accomplis et tous les consentements et toutes les approbations ont été obtenus afin d'autoriser le transfert des Parts Sociales Apportées; et
- (ix) l'ensemble des formalités subséquentes au transfert des Parts Sociales Apportées requises en vertu de toute loi applicable ont été ou seront accomplis afin que l'Apport soit effectif et valable en tous lieux et à l'égard de tous tiers.

Intervention des gérants

Ci-après sont intervenus:

- Madame Monique MARTINS, gérante, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg 193, avenue de la Faïencerie;
- Monsieur Claude MALIVERT, gérant, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg 193, avenue de la Faïencerie; et
- Monsieur Benoît AMIOT, gérant, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg 193, avenue de la Faïencerie, agissant chacun en leur qualité de gérant de la Société et chacun étant ici représenté par «FIDUCIAIRE EUROLUX», ayant son siège social à Luxembourg, 196, rue du Beggen, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 34.752, elle-même ici représentée par son mandataire spécial Monsieur Régis LUX,

employé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 196, rue du Beggen, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Reconnaissant avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité de gérants de la Société engagée en raison de l'apport décrit ci-dessus, chacun d'eux a accepté expressément la description de l'Apport, son évaluation, et le transfert effectif des Parts Sociales Apportés, et a confirmé la validité de la souscription et du paiement.

Déclaration

Le notaire déclare que la documentation garantissant l'existence de l'Apport a été considérée comme convaincante et suffisante, et qu'en conséquence l'Apport est effectivement réalisé.

Troisième résolution

En conséquence des déclarations et des résolutions qui précèdent, l'assemblée a décidé de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société afin de le lire comme suit:

« **Art. 5.1.** Le capital social est fixé à six cent soixante-dix-sept million cinquante-six mille euros (EUR 677.056.000,-), représenté par six cent soixante-dix-sept mille cinquante-six (677.056) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,00), toutes entièrement souscrites et libérées (les «Parts Sociales»).»

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimations des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombe à la Société en raison des présentes a été évalué à environ 6.250,- EUR.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande des parties comparantes représentées par leur mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de ces mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'entête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire des parties comparantes, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Regis LUX, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 08 octobre 2015. Relation GAC/2015/8575. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015171970/210.

(150190027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

Aberdeen Norden/Baltikum S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 136.221.

— EXTRAIT

Par résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 12 Octobre 2015, il est décidé de démissionnaire DELOITTE S.A. en leur fonction de réviseur d'entreprise de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 Octobre 2015.

Aberdeen Management Services S.A.

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2015170867/14.

(150189880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Ingepro Joseph S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9749 Fischbach, ZAC Giällewee.

R.C.S. Luxembourg B 200.833.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den vierzehnten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbrück,

ist erschienen:

Frau Gabriella Indrijati SEE-LUECKER, Unternehmerin, geboren in Jakarta (Indonesien) am 27. Februar 1963, Ehefrau von Herrn Martin LÜCKER, wohnhaft in D-52477 Alsdorf, Mühlenweg, 44.

Welche Komparentin den amtierenden Notar ersucht, die Satzungen einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Die vorgenannte Komparentin errichtet hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung "Ingepro Joseph S.à.r.l."

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft ist in Clerf.

Der Gesellschaftssitz kann durch einfachen Beschluss des Gesellschafters an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Gegenstand der Gesellschaft ist die Dienstleistung, das Engineering, die Immobilienentwicklung und der Betrieb von Immobilien.

Sie kann im Übrigen alle kaufmännischen und finanziellen Handlungen in Bezug auf bewegliche und unbewegliche Güter vollziehen, welche mit dem Gegenstand der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar zusammenhängen, für die Verwirklichung des Gegenstandes der Gesellschaft notwendig oder auch nur nützlich sind oder welche die Entwicklung der Gesellschaft erleichtern können.

Art. 4. Die Gesellschaft hat eine unbestimmte Dauer.

Art. 5. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres. Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr am heutigen Tage, und endet am 31. Dezember 2015.

Art. 6. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,00 €) und ist eingeteilt in einhundert (100) Anteile von einhundertfünfundzwanzig Euro (125,00 €) pro Anteil, alle der alleinigen Gesellschafterin Gabriella Indrijati SEE-LUECKER, vorgeannt, gehörend.

Die Gesellschaftsanteile wurden voll in barem Gelde einbezahlt, so dass ab heute der Gesellschaft die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,00 €) zur Verfügung steht, so wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Art. 7. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt zur proportionalen Beteiligung an den Nettoaktiva und an den Gewinnen und Verlusten der Gesellschaft.

Art. 8. Zwischen den Gesellschaftern sind die Gesellschaftsanteile frei übertragbar. Das Abtreten von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung von Gesellschaftern, welche die drei Viertel des Gesellschaftskapitals darstellen müssen. Die Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden ist.

Art. 9. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen. Sie werden von den Gesellschaftern ernannt und abberufen.

Die Gesellschafter bestimmen die Befugnisse der Geschäftsführer. Falls die Gesellschafter nicht anders bestimmen, haben die Geschäftsführer sämtliche Befugnisse, um unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln.

Der Geschäftsführer kann Spezialvollmachten erteilen, auch an nicht Gesellschafter, um für ihn und in seinem Namen für die Gesellschaft zu handeln.

Art. 10. Bezüglich der Verbindlichkeit der Gesellschaft sind die Geschäftsführer als Beauftragte nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf. Gläubiger, Berechtigte und Erben eines verstorbenen Gesellschafters können nie einen Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsschriftstücken stellen. Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich an die in der letzten Bilanz aufgeführten Werte halten.

Im Todesfälle eines Gesellschafters fallen dessen Anteile an die bleibenden Gesellschafter und sind zum Buchwert an den Nachfolger auszuzahlen.

Art. 12. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibung und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Dieser Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- fünf Prozent (5,00%) des Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen;

- der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 13. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von den Gesellschaftern ernannten Liquidatoren, welche keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Die Gesellschafter bestimmen über die Befugnisse und Bezüge der Liquidatoren.

Art. 14. Für alle Punkte, welche nicht in diesen Satzungen festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Schätzung der Gründungskosten

Die Kosten und Gebühren, in irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft wegen ihrer Gründung obliegen oder zur Last gelegt werden, werden auf neunhundert Euro (900,00 €) abgeschätzt.

Erklärung

Die Gesellschafterin erklärt, in Anwendung des Gesetzes vom 12. November 2004, in seiner nachträglich geänderten Fassung, die wirtschaftlich Berechtigte der Gesellschaft zu sein, die Gegenstand der vorliegenden Urkunde ist, und bescheinigt, dass die zur Einzahlung des Gesellschaftskapitals verwendeten Gelder/Güter/Rechte nicht aus Tätigkeiten stammen, die eine Straftat im Sinne von Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches und 8-1 des geänderten Gesetzes vom 19. Februar 1973 über den Verkauf von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit (Geldwäsche) oder von Terrorismusakten im Sinne von Artikel 135-1 des Strafgesetzbuches (Terrorismusfinanzierung) darstellen, bzw. dass die Gesellschaft keine solchen Tätigkeiten betreibt (betreiben wird).

Außerordentliche Generalversammlung

Sofort nach der Gründung der Gesellschaft hat die Gesellschafterin folgende Beschlüsse gefasst:

1) Die Gesellschafterin ernennt zum Geschäftsführer Frau Gabriella Indrijati SEE-LUECKER, vorgeannt.

Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.

2) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-9749 Fischbach/Clerf, ZAC Gällewee.

Da nichts Weiteres auf der Tagesordnung stand, wurde die Hauptversammlung geschlossen.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen zu Ettelbrück, in der Amtsstube, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung des Vorstehenden an die Anwesende, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Gabriella Indrijati SEE-LUECKER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 16 octobre 2015. Relation: DAC/2015/17343. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 21 octobre 2015.

Référence de publication: 2015171943/94.

(150190982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

Acier Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 52, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 199.737.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal de la réunion de l'associé unique du 23 septembre 2015 que:

L'associé unique prend les résolutions suivantes:

- Le mandat de Madame Monique ANEN en tant que gérant administratif est révoqué.
- Madame Monique ANEN, née le 1^{er} mars 1973 à Wiltz, demeurant à L - 7758 Grentzinegn, Maison 1 est appelée aux fonctions de gérant technique pour une durée indéterminée

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015170870/14.

(150189691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2015.

AbbVie (Gibraltar) Holdings Limited Luxembourg S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 169.782.

—
EXTRAIT

Les associés de la Société ont unanimement décidé, par acte sous seing privé en date du 25 septembre 2015, de modifier et de refondre les statuts de la Société afin notamment de mettre en place des classes de gérants et de modifier la nature et la limite des pouvoirs des gérants comme suit:

A tout moment et ad nutum, les détenteurs de parts sociales de commandité pourront unanimement nommer, renvoyer ou remplacer les gérants de classe A, les détenteurs de parts sociales de commanditaire pourront unanimement nommer, renvoyer ou remplacer les gérants de classe B et les détenteurs de parts sociales préférentielles de commanditaire avec droit de vote pourront unanimement nommer, renvoyer ou remplacer les gérants de classe C.

Le président du conseil de gérance ne pourra être désigné qu'à l'unanimité par les détenteurs de parts sociales de commandité parmi les gérants de classe A.

La Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Par ce même acte sous seing privé du 25 septembre 2015, les associés de la Société ont unanimement décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 7.000.000.000 USD (sept milliards de Dollars américains) afin de le porter de son montant actuel de 4.778.592.667 USD (quatre milliards sept cent soixante-dix-huit millions cinq cent quatre-vingt-douze mille six cent soixante-sept Dollars américains) à 11.778.592.667 USD (onze milliards sept cent soixante-dix-huit millions cinq cent quatre-vingt-douze mille six cent soixante-sept Dollars américains), par l'émission de 7.000.000.000 (sept milliards) de parts d'intérêts préférentielles de commanditaire avec droit de vote d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune, lesquelles ont été intégralement libérées par AbbVie Overseas S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg («R.C.S. Luxembourg») sous le numéro B 167.837 ("AbbVie Overseas S.à r.l."), au moyen d'un apport en nature.

Par conséquent, le capital de la Société se compose comme suit:

- AbbVie (Gibraltar) Limited: 4.292.055.800 (quatre milliards deux cent quatre-vingt-douze millions cinquante-cinq mille huit cent) parts d'intérêts de commanditaire; et 438.750.940 (quatre cent trente-huit millions sept cent cinquante mille neuf cent quarante) parts d'intérêts préférentielles de commanditaire sans droit de vote.
- AbbVie (Gibraltar) Holdings Limited: 47.785.927 (quarante-sept millions sept cent quatre-vingt-cinq mille neuf cent vingt-sept) parts d'intérêts de commandité.
- Abb Vie Overseas S.à r.l. 7.000.000.000 (sept milliards) parts d'intérêts préférentielles de commanditaire avec droit de vote.

Après cette augmentation de capital a eu lieu le même jour le transfert de parts d'intérêts suivant:

En date du 25 septembre 2015, AbbVie Overseas S.à r.l. a transféré les 7.000.000.000 (sept milliards) parts d'intérêts préférentielles de commanditaire avec droit de vote d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune qu'elle détenait à Pharmacyclics, LLC, une société constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social sis au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique.

Il en résulte que l'actionnariat de la Société se compose depuis le 25 septembre 2015 comme suit:

- AbbVie (Gibraltar) Limited: 4.292.055.800 (quatre milliards deux cent quatre-vingt-douze millions cinquante-cinq mille huit cent) parts d'intérêts de commanditaire; et 438.750.940 (quatre cent trente-huit millions sept cent cinquante mille neuf cent quarante) parts d'intérêts préférentielles de commanditaire sans droit de vote.
- AbbVie (Gibraltar) Holdings Limited: 47.785.927 (quarante-sept millions sept cent quatre-vingt-cinq mille neuf cent vingt-sept) parts d'intérêts de commandité.
- Pharmacyclics, LLC 7.000.000.000 (sept milliards) parts d'intérêts préférentielles de commanditaire avec droit de vote.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015170866/57.

(150189352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2015.

[M]development, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8284 Kehlen, 23A, rue de Kopstal.
R.C.S. Luxembourg B 151.188.

L'an deux mil quinze, le premier octobre,
Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

a comparu:

Monsieur Alexandre MANIORA, gérant de société, né à Luxembourg le 23 septembre 1975, demeurant à L-8284 Kehlen, 23A, rue de Kopstal.

Après avoir établi qu'il possède toutes les 100 parts représentant le capital de la société à responsabilité limitée [M] development, dont le siège social se trouve à Luxembourg, 3, rue Charlotte Engels, inscrite au Registre de Commerce à Luxembourg sous le numéro B 151188,

constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 18 janvier 2010, publié au Mémorial C numéro 589 du 19 mars 2010,

et dont les statuts ont été modifiés aux termes d'une assemblée générale extraordinaire actée par Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 août 2012, publiée au Mémorial C numéro 2438 du 1^{er} octobre 2012,

le comparant s'est constitué en assemblée générale extraordinaire et a requis le notaire d'acter comme suit les résolutions suivantes:

Siège social:

Le siège de la société est transféré à L-8284 Kehlen, 23A, rue de Kopstal.

La première phrase de l'article 4 des statuts est modifiée en conséquence comme suit:

«Le siège social est établi dans la Commune de Kehlen.»

Mise à jour adresse:

L'assemblée prend acte de la nouvelle adresse de l'associé et du gérant à L-8284 Kehlen, 23A, rue de Kopstal et prie le notaire d'en faire la modification au RCSL.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et résidence, ledit comparant a signé ensemble avec Nous notaire la présente minute, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: A. MANIORA, C. MINES.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 5 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/31725. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR COPIE CONFORME,

Capellen, le 14 octobre 2015.

Référence de publication: 2015171682/37.

(150190342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

Alison Café S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 41, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 116.993.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015170876/9.

(150189796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Otters S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R.C.S. Luxembourg B 131.478.

L'an deux mille quinze, le quinze octobre.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

Se tient une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "OTTERS S.A.", ayant son siège social au 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg, constituée en date 24 juillet 2007 suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro

2287 du 12 octobre 2007, et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant un acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, prénommé, en date du 1^{er} août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2343 du 1^{er} octobre 2011.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Valérie Ravizza, demeurant à Luxembourg, 19, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Judicael Mounquenguy, demeurant professionnellement à Luxembourg, 26-28, rives de Clausen, L-2165.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Judicael Mounquenguy, demeurant professionnellement à Luxembourg, 26-28, rives de Clausen, L-2165.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que toutes les 20.515 (vingt mille cinq cent quinze) actions, toutes émises sous forme nominative, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 40.334 (quarante mille trois cent trente-quatre euros) en vue de le porter de son montant actuel de EUR 41.030 (quarante et un mille trente euros) à EUR 81.364 (quatre-vingt-un mille trois cent soixante-quatre euros) par la création de 20.167 (vingt mille cent soixante-sept) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 2 (deux euros) chacune émises au pair et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, entièrement souscrites et intégralement libérées comme suit:

SIREFID S.p.A. souscrira 20.167 (vingt mille cent soixante-sept) actions nouvelles à émettre et les libérera moyennant conversion de

- 40.692 (quarante mille six cent quatre-vingt-douze) obligations nominatives numéros 1 à 40.692 d'une valeur totale à la date de la présente de EUR 40.335,02 (quarante mille trois cent trente-cinq euros et deux centimes d'euro) inhérentes à l'emprunt obligataire zéro coupon convertible privé d'un montant total à l'échéance de EUR 40.692, représenté par 40.692 obligations d'une valeur nominale de EUR 1 chacune, émises le 21 juillet 2014 par la société OTTERS S.A., venant à échéance le 21 juillet 2017 et portant un taux d'intérêt de 0,5% l'an.

2. Renonciation par l'actionnaire minoritaire, à savoir Madame Giorgia LEGNANI, à son droit de souscription préférentiel.

3. Approbation de ladite souscription et libération par l'assemblée, le tout sur le vu du rapport d'un réviseur d'entreprises agréé.

4. Modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à EUR 81.364 (quatre-vingt-et-un mille trois cent soixante-quatre euros) représenté par 40.682 (quarante mille six cent quatre-vingt-deux) actions d'une valeur nominale de EUR 2,- (deux Euros) chacune.»

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide, avec l'accord des obligataires donné en date du 8 octobre 2015, conformément au paragraphe 7 de l'article 94-2 de la loi sur les sociétés commerciales, d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 40.334 (quarante mille trois cent trente-quatre euros) en vue de le porter de son montant actuel de EUR 41.030 (quarante-et-un mille trente euros) à EUR 81.364 (quatre-vingt-et-un mille trois cent soixante-quatre euros) par la création de 20.167 (vingt mille cent soixante-sept) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 2 (deux euros) chacune, émises au pair et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, entièrement souscrites et intégralement libérées comme suit:

Intervention - souscription - libération

Est ensuite intervenu aux présentes, le souscripteur suivant, ici représenté par Madame Valérie Ravizza, prénommée, en vertu de la procuration dont mention ci-avant:

SIREFID S.p.A., ayant son siège social à Milan, Via dell'Unione 1, déclare souscrire 20.167 (vingt mille cent soixante-sept) actions nouvelles à émettre et les libérera moyennant conversion de 40.692 (quarante mille six cent quatre-vingt-douze) obligations nominatives numéros 1 à 40.692 d'une valeur totale à la date de la présente de EUR 40.335,02 (quarante mille trois cent trente-cinq euros et deux centimes d'euro) inhérentes à l'emprunt obligataire zéro coupon convertible privé d'un montant total à l'échéance de EUR 40.692, représenté par 40.692 obligations d'une valeur nominale de EUR 1 chacune, émises le 21 juillet 2014 par la société OTTERS S.A., venant à échéance le 21 juillet 2017 et portant un taux d'intérêt de 0,5% l'an.

Conformément aux articles 26-1 et 32-1(5) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, l'apport en nature ci-dessus décrit a fait l'objet d'un rapport établi le 15 octobre 2015 par un réviseur d'entreprises agréé, la société CLERC Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision Comptable S.A., ayant son siège social au Centre Helfent, 1, rue Pletzer, L- 8080 Bertrange, R.C.S. Luxembourg B172890, lequel rapport, après signature «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être enregistré avec lui.

La valeur de l'apport est constatée par ledit rapport qui conclut comme suit:

Conclusion

«Sur base de nos diligences effectuées et des documents que nous avons obtenus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.»

La réalité des souscriptions, libérations et renonciations a été prouvée au notaire instrumentaire par des justificatifs. Ayant constaté la renonciation au droit préférentiel de souscription par Madame Giorgia LEGNANI, l'Assemblée approuve lesdites souscription et libération. L'Assemblée décide d'allouer le montant d'EUR 40.334 (quarante mille trois cent trente-quatre euros) au compte de capital social de la Société et le surplus de la valeur de l'apport à une réserve disponible.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts est modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à EUR 81.364 (quatre-vingt-et-un mille trois cent soixante-quatre euros) représenté par 40.682 (quarante mille six cent quatre-vingt deux) actions d'une valeur nominale de EUR 2,- (deux Euros) chacune.»

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ mille huit cents euros (EUR 1,800.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: V. RAVIZZA, J. MOUNGUENGUY, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/32983. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015172075/99.

(150190550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2015.

PO Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 131.555.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires prises en date du 18 Septembre 2015

Les actionnaires de la société PO Participations S.A. ont prises les résolutions suivantes en date du 18 septembre 2015:

- De renouveler le mandat de réviseur d'entreprises la société Mazars Luxembourg SA, dont le siège social se situe au 10 A rue Henri M Schnadt, L-2530 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.962, jusqu'à l'Assemblée Générale prévue en 2016.

- D'approuver la démission de M. Denis Faller de son mandat d'administrateur de catégorie A avec effet au 31 janvier 2015.

- De nommer en qualité d'administrateur de catégorie A de M. Jean Louis Laurens né le 31 août 1954 à Loudun (France), résidant professionnellement au 29 avenue de Messine, F-75008 Paris (France), avec effet au 22 juillet 2015 jusqu'à l'Assemblée Générale prévue en 2016.

- De renouveler le mandat d'administrateur de catégorie B de M. Francis Carpenter jusqu'à l'Assemblée Générale prévue en 2016.

- De renouveler le mandat d'administrateur de catégorie B de M. Jean de Courrèges jusqu'à l'Assemblée Générale prévue en 2016.

- De limiter la durée du mandat d'administrateur de catégorie A de M. Marc-Olivier Laurent, nommé avec effet au 6 décembre 2013, jusqu'à l'Assemblée Générale prévue en 2016.

- De limiter la durée du mandat d'administrateur de catégorie A de M. Victor Decrion, nommé avec effet au 6 décembre 2013, jusqu'à l'Assemblée Générale prévue en 2016.

- De limiter la durée du mandat d'administrateur de catégorie A de M. Charles Tritton, nommé avec effet au 6 décembre 2013, jusqu'à l'Assemblée Générale prévue en 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Pour PO Participations SA

Un mandataire

Référence de publication: 2015172730/30.

(150190918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2015.

Altavista Global Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.502,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 191.501.

—
EXTRAIT

En date du 1^{er} octobre 2015, l'associé unique a adopté les résolutions suivantes:

- la démission de Kaliroi Thouas de son poste de gérant A est acceptée avec effet au 15 octobre 2015.

- Vanessa Barthe, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, est nommée gérant A avec effet au 15 octobre 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 16 octobre 2015.

Référence de publication: 2015170877/14.

(150189142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Arendt Regulatory & Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 41A, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 175.516.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 2015.

Référence de publication: 2015170884/10.

(150188979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Vatico S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6581 Rosport, 27, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 146.413.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015171651/9.

(150189488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Technique & Régulation Développement Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 66, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 78.566.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015171619/9.

(150189000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2015.
